

Article 29 du Règlement

Le secrétaire parlementaire du vice-premier ministre (M. Lewis) a dit plus tôt qu'il n'y a aucun problème dans l'agriculture, qu'il n'y a pas lieu de tenir un débat spécial ce soir car il n'y a pas d'urgence. Je lui demande d'aller dans l'Ouest et dans n'importe quelle province des Prairies. Il devrait traverser l'Ontario, le Québec, la région de l'Atlantique et la Colombie-Britannique et demander aux producteurs agricoles si l'agriculture est en difficulté à l'heure actuelle. Il devra chercher pendant bien longtemps pour trouver un seul agriculteur qui lui réponde que tout va bien.

Cela témoigne de l'insensibilité du gouvernement qui a perdu tout contact avec la réalité. Nous avons constaté aujourd'hui, d'après les dernières annonces qui ont été faites, que le gouvernement a laissé tomber les fermes familiales. Le gouvernement dit qu'elles n'existent plus, il n'y a que les entreprises, les sociétés agricoles. La ferme familiale et le ranch familial ne sont plus des activités rentables que nous sommes prêts à soutenir.

M. Gustafson: Vous ne convaincrez personne.

M. Riis: C'est ce qu'il a dit, monsieur le Président. C'est ce que dit le gouvernement. Le ministre responsable de la Commission du blé (M. Mayer) a dit qu'il est allé dans l'Ouest l'an dernier et qu'il a annoncé que le prix versé aux agriculteurs pour le blé diminuerait de 20 p. 100; puis, il y a une semaine, il a déclaré que cette année, le prix initial diminuera encore de 18 p. 100. Dans les Prairies, la production céréalière n'est plus rentable. Le prix versé aux agriculteurs ne suffit pas à couvrir leurs frais de production. Je parle de cette question du point de vue personnel. Mon grand-père s'est rendu dans les plaines de l'Ouest dans un char à boeufs, accompagné de sa famille; il a parcouru des centaines de milles avant d'atteindre les grandes Prairies arides et couvertes de hautes herbes. Les conservateurs rient de mon grand-père qui a colonisé l'Ouest...

M. Mazankowski: C'est vous qui les faites rire.

M. Riis: Ils rient et le vice-premier ministre (M. Mazankowski) rit aussi en disant que c'est une blague. Permettez-moi de finir mon récit.

M. Mazankowski: Monsieur le Président, j'invoque le Règlement. Loin de moi l'idée de me moquer des parents ou des grands-parents de quiconque. C'est le député qui n'est pas sérieux.

M. Mayer: Il en est gêné.

M. Riis: Permettez-moi de revenir sur ce qui fait rire le vice-premier ministre et le ministre responsable de la Commission du blé. Mon grand-père s'est installé dans le sud de la Saskatchewan. Ses enfants ont bâti et agrandi la ferme, suivis par leurs propres fils et filles. Aujourd'hui, ils ne sont pas certains de pouvoir continuer à exploiter la terre en raison de l'inertie du gouvernement. Ils estiment que celui-ci les a laissés tomber. Le gouvernement a dit que nous ne nous intéressions plus à la ferme familiale qui, depuis trois générations, se débat pour survivre dans les plaines du sud de la Saskatchewan.

Je voudrais vous dire autre chose. Le mois dernier, j'ai fait le tour de ma circonscription et assisté à la vente aux enchères de trois ranchs dont les propriétaires sont acculés à la faillite. Ils ne peuvent plus continuer. Dans un cas, le ranch Bar P, l'éleveur qui exploitait le ranch depuis deux générations, avait de

gros problèmes de santé. Son problème de santé est lié au stress parce qu'il ne peut tout simplement plus continuer à mener cette exploitation de 200 têtes de bétail. Il ne peut plus, et il vend. Ce fut l'une de ces ventes aux enchères, monsieur le Président. J'ai vu des hommes qui avaient travaillé 20 heures par jour leur vie entière, des éleveurs de bétail purs et durs, y assister les yeux dans le vague, parce qu'ils savaient que ce n'était plus la famille Cartwright ou la famille Brown qui possédait les terres du ranch, mais la Banque de Montréal, la Banque Royale du Canada, la Banque Canadienne Impériale de Commerce. Ce sont les banques qui s'emparent du pays. Les banques s'emparent des terres des ranchs du centre de la Colombie-Britannique. Aujourd'hui, quand on a demandé au ministre s'il était prêt à rencontrer les banquiers pour essayer de trouver une solution, il a dit qu'il n'était pas prêt à le faire et que cela ne l'intéressait même pas. Il serait temps que nous ayons un gouvernement qui fasse passer les agriculteurs avant les banquiers. Mais nous n'en sommes pas là pour l'instant.

• (2300)

On peut se demander pourquoi le ministre peut dire une chose pareille. Je me souviens de l'époque où le député de Lethbridge (M. Thacker) siégeait de ce côté-ci de la Chambre. Pendant deux ou trois ans avant les dernières élections, il n'a cessé d'intervenir pour dire que quand son parti serait au pouvoir, il y aurait des agri-obligations, que ces agri-obligations sauveraient la situation et permettraient aux agriculteurs de s'en sortir. En fait, j'ai dit moi-même que je trouvais excellente cette idée des agri-obligations. Le premier ministre de l'époque qui était candidat à la réélection a aussi déclaré qu'il mettrait en place un système d'agri-obligations si son parti était au pouvoir. Voyez-vous des agri-obligations quelque part, monsieur le Président?

M. Holtmann: Non.

M. Riis: Nous n'en voyons nulle part, parce que les Conservateurs ont trahi les Canadiens. Ils sont revenus sur les promesses qu'ils avaient faites dans l'ouest du Canada à l'époque où le premier ministre (M. Mulroney) y parcourait les régions de production de produits alimentaires.

Il y a eu une autre idée, l'idée d'une loi sur les arrangements entre cultivateurs et créanciers, une loi mise en place au cours des années 30 et 40 pour empêcher les banques de saisir des quartiers de terrains occupés par des pionniers. Je me souviens très bien d'avoir entendu des députés d'en face dire quand ils étaient dans l'Opposition qu'ils présenteraient une nouvelle version de cette loi une fois qu'ils seraient au pouvoir de façon à protéger les agriculteurs et les éleveurs de bétail de la rapacité des banques. Où est cette loi? On n'en a pas parlé, on n'en a pas soufflé mot, il n'en a pas été une seule fois question. Ils l'ont abandonnée, et à la place ils ont mis sur pied un office dérisoire d'examen de la dette qui joue vraiment un rôle ridicule dans le monde agricole.

Les Conservateurs ont fait un pas dans la bonne direction quand ils ont imposé un moratoire aux saisies de la Société du crédit agricole. À l'époque, 673 exploitations agricoles au bord de la faillite ont été sauvées. Mais au lieu d'élaborer des programmes d'aide aux producteurs alimentaires en difficulté, 19 mois après, alors que la situation était pire que jamais, que nous a annoncé le ministre de l'Agriculture (M. Wise)? Il a